

Statement

Department of
External
Affairs



Discours

Ministère des
Affaires
extérieures

88/05

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

Allocution

du très honorable Joe Clark,

secrétaire d'État aux Affaires extérieures,

à l'ouverture de la première réunion

du Comité des ministres des Affaires étrangères

du Commonwealth sur l'Afrique australe

LUSAKA, ZAMBIE

Le 1er février 1988

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Monsieur le président, Monsieur le secrétaire général, chers collègues, mesdames et messieurs:

Je voudrais d'abord remercier le président Kaunda d'avoir su, comme toujours, ouvrir notre réunion avec un exposé clair et émouvant des obligations morales qui doivent guider nos efforts. Je me réjouis particulièrement que cette rencontre ait lieu à Lusaka, en Afrique australe. Il s'agit d'un lieu tout indiqué, compte tenu du leadership dont vous n'avez cessé de faire preuve, vous et les dirigeants des autres pays de la ligne de front, pour ce qui est des questions dont s'occupe notre comité. Je vous remercie de votre aimable hospitalité.

Les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth réunis à Vancouver ont confié un mandat clairement défini au Comité des ministres des Affaires étrangères, à savoir donner à la poursuite des objectifs de la Déclaration de l'Okanagan sur l'Afrique australe et au Programme d'action tout le dynamisme et toute l'orientation nécessaires. Il s'agit là d'une grave responsabilité.

Rien n'a changé en Afrique du Sud sauf que le gouvernement sud-africain ne tente plus de défendre sa politique de ségrégation aux yeux des Sud-Africains ni du reste du monde, prétendant plutôt que l'apartheid n'existe plus. Pourtant, la majorité de la population n'a toujours pas de droits politiques, le gouvernement de l'Afrique du Sud continue de nier la citoyenneté sud-africaine à une bonne partie de la population, le lieu de résidence est toujours assujéti à des contrôles, et des inégalités sociales et économiques flagrantes caractérisent la vie quotidienne.

L'apartheid ne peut que provoquer des troubles politiques et sociaux auxquels le gouvernement a répondu par une répression systématique. Plutôt que de négocier avec ceux qui prônent le changement, le gouvernement les emprisonne. Cet état de choses ne peut continuer. Il y a dix-neuf mois, le Groupe de personnalités éminentes déclarait que seule une solution négociée permettrait d'éviter une catastrophe et un bain de sang. La question n'est pas de savoir si la situation va changer, mais quand, comment et au prix de combien de souffrances encore elle changera.

Il est clair toutefois que les effets de la pression internationale commencent à se faire sentir. De toute évidence, les sanctions économiques ajoutent au coût du maintien de l'apartheid. Chose plus importante encore, les sanctions et d'autres mesures témoignent de la répugnance que suscite partout dans le monde l'apartheid, ce qui a des effets psychologiques importants. Ces mesures montrent aux opposants de l'apartheid qu'ils ne sont pas

seuls, que le monde fait cause commune avec eux et qu'il y a des motifs d'espérer. À ceux qui tentent de défendre l'apartheid que les principes de droit et de liberté sur lesquels repose la civilisation ne pourront jamais justifier l'apartheid.

Il y a d'autres signes encourageants. Un nombre croissant de Blancs reconnaissent le caractère inéluctable du changement et sont de plus en plus disposés à engager le dialogue avec les véritables leaders de la majorité. La réunion de Dakar est un exemple de ce changement d'attitude. La communauté internationale et le Commonwealth doivent favoriser ce processus.

La communauté internationale doit venir en aide aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud. Il est essentiel, pour des raisons humanitaires, de créer des programmes de soutien psychologique et matériel dans le but d'alléger la souffrance de ceux qui ont le courage de lutter pour le changement. Ces programmes sont d'autant plus importants qu'ils offrent une preuve concrète à ceux qui luttent que le monde appuie leur cause et se préoccupe de leur sort.

Les voisins de l'Afrique du Sud souffrent horriblement. Le Commonwealth et la communauté internationale en général doivent protéger les États de la ligne de front des pressions sud-africaines et accroître leur sécurité. La réunion ministérielle consultative de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe a permis de mettre en lumière la gravité des problèmes et les efforts qui seront nécessaires pour y remédier.

Tout en faisant ces efforts, il importe de maintenir et d'intensifier la pression exercée sur l'Afrique du Sud afin qu'elle cesse ses attaques brutales contre l'intégrité du territoire de ses voisins. L'indépendance de la Namibie doit conserver toute son importance à l'ordre du jour international. Nous devons trouver de nouveaux moyens de sortir de l'impasse actuelle.

Le Commonwealth a une longue tradition de lutte contre l'apartheid. Notre comité entreprend tout juste sa mission. Nous consacrerons cette première réunion à l'examen des objectifs et des questions convenus dans la Déclaration de l'Okanagan. Je pense que nous mettrons en train un certain nombre d'initiatives. Ce sera le début d'un processus qui nous mènera à la prochaine réunion des chefs de gouvernement à Kuala Lumpur. Mes collègues et moi-même avons l'intention de conserver au Commonwealth son rôle de chef de file dans la lutte contre l'apartheid. Simultanément, nous nous efforcerons de maintenir la question sur le devant de la scène internationale.

Nous savons tous que le gouvernement de l'Afrique du Sud doit accepter le caractère inévitable du changement dans ce pays. Il doit négocier avec tous les représentants légitimes de la population sud-africaine, y compris ceux qui ont été emprisonnés ou condamnés à l'exil, dans le but d'établir un gouvernement représentatif non racial pour tous les Sud-Africains. Il doit s'engager à démanteler le régime de l'apartheid et à autoriser l'émergence d'une société non raciale. Faute d'agir sans tarder, les Sud-Africains pourraient fort bien s'engager dans un chapitre encore plus chaotique de l'histoire de l'humanité. Une société sud-africaine non raciale pourrait apporter une contribution inestimable à l'Afrique et au monde.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth peut jouer un rôle utile. Le Commonwealth peut faire davantage pour favoriser l'émergence d'une Afrique du Sud démocratique et non raciale. C'est pourquoi nous sommes ici. Je vous remercie.